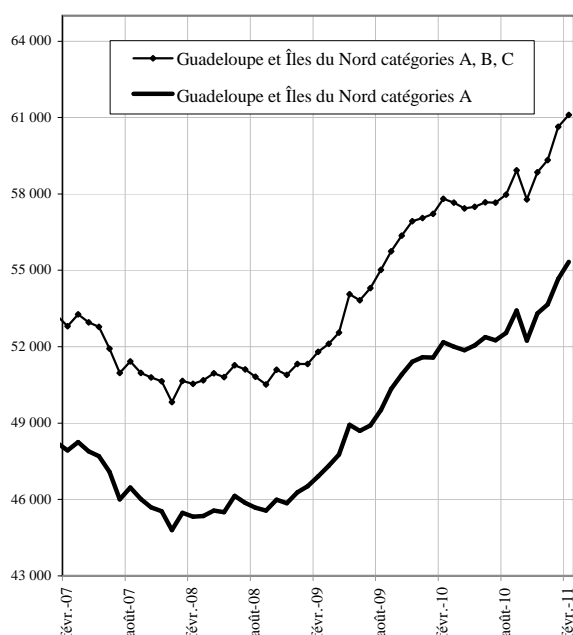


DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS ET OFFRES COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI EN GUADELOUPE ET ÎLES DU NORD EN FÉVRIER 2011

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi Catégories A et A, B, C (en cvs)



Fin février 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 55 330 en Guadeloupe et Îles du Nord. Ce nombre augmente de 1,2 % par rapport à la fin janvier 2011 (soit +660). Sur un an, il est en hausse de 6,0 %.

En France entière, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A reste stable par rapport à la fin janvier 2011 (+1,9 % sur un an).

En Guadeloupe et Îles du Nord, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi de catégorie A, B, C s'établit à 61 100, fin février 2011. Ce nombre augmente de 0,8 % soit (+460). Sur un an, il croît de 5,7%.

En France entière, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C diminue de 0,1 % par rapport à fin janvier 2011 (+ 4,4 % en un an).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Données CVS	Effectifs et %				
	février 2010	janvier 2011	février 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe et Îles du Nord					
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	52 180	54 670	55 330	1,2	6,0
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	57 810	60 640	61 100	0,8	5,7
Catégorie D (sans actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	1 760	1 830	1 710	-6,6	-2,8
Catégorie E (sans actes positifs de recherche d'emploi, en emploi)	2 100	2 820	2 700	-4,3	28,6
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	61 670	65 290	65 510	0,3	6,2

Pour mémoire :

France entière CVS-CJO

	Milliers et %				
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	2 877,3	2 933,2	2 931,8	0,0	1,9
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	4 121,2	4 303,7	4 301,3	-0,1	4,4
Catégorie B, C (actes positifs de recherche d'emploi, en activité réduite)	1 243,9	1 370,5	1 369,5	-0,1	10,1
Catégories A, B, C, D, E (ensemble)	4 693,6	4 926,4	4 921,4	-0,1	4,9

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE, Dares.

Les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi.

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modification du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportement d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1^{er} juin 2009).... L'ensemble des définitions figurent dans les encadrés 1 et 2, pages 9 à 11.

1 - DEMANDEURS D'EMPLOI AUX ANTILLES-GUYANE

Dans les Départements Français d'Amérique (DFA), le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A varie en février 2011 par rapport à fin janvier 2011 entre -1,4 % et +1,2 % : Guadeloupe et Îles du Nord (+1,2 %), Martinique (-0,4 %) et Guyane (-1,4 %).

Pour ce qui est de la catégorie A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi varie en février 2011 par rapport à fin janvier 2011 entre -1,7 % et +0,8 % : Guadeloupe et Îles du Nord (+0,8 %), Martinique (-1,3 %) et Guyane (-1,7 %).

Demandeurs inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A dans les DFA

Unités : nombre et %

<i>Données CVS</i>	février 2010	janvier 2011	février 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe et Îles du Nord	52 180	54 670	55 330	1,2	6,0
Martinique	40 070	41 490	41 334	-0,4	3,2
Guyane	15 273	17 338	17 098	-1,4	11,9
Total Antilles-Guyane	107 523	113 498	113 762	0,2	5,8

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

Demandeurs inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégories A, B, C dans les DFA

Unités : nombre et %

<i>Données CVS</i>	février 2010	janvier 2011	février 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe et Îles du Nord	57 810	60 640	61 100	0,8	5,7
Martinique	45 898	47 981	47 356	-1,3	3,2
Guyane	16 771	19 144	18 814	-1,7	12,2
Total Antilles-Guyane	120 479	127 765	127 270	-0,4	5,6

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

2.a - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

Catégorie A

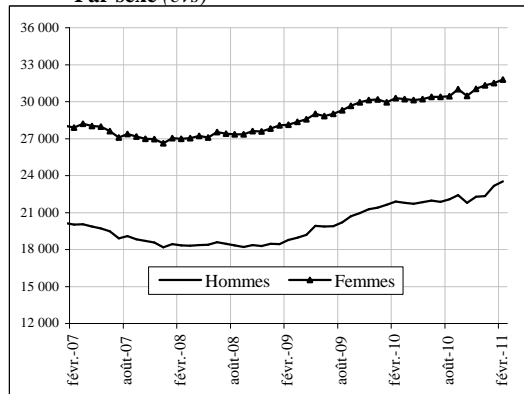
En Guadeloupe et Îles du Nord, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente en février 2011 de 1,6 % pour les hommes (+7,5 % sur un an) et il augmente de 0,9 % pour les femmes (+5,0 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A de moins de 25 ans croît de 0,6 % en février (+3,6 % sur un an). Le nombre de ceux âgés de 25 à 49 ans augmente de 1,0 % (+3,2 % sur un an). Le nombre de ceux âgés de 25 à 49 ans augmente de 1,0 % (+3,2 % sur un an) et le nombre de ceux de 50 ans et plus s'accroît de 2,5 % (+19,7 sur un an).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (catégorie A)

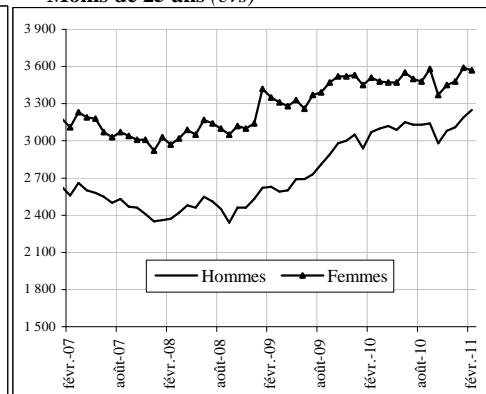
Données CVS				Effectifs et %	
	février 2010	janvier 2011	février 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe et Îles du Nord					
Hommes	21 890	23 170	23 540	1,6	7,5
Femmes	30 290	31 500	31 790	0,9	5,0
Moins de 25 ans	6 580	6 780	6 820	0,6	3,6
Entre 25 et 49 ans	36 830	37 650	38 010	1,0	3,2
50 ans et plus	8 770	10 240	10 500	2,5	19,7
Hommes de moins de 25 ans	3 070	3 190	3 250	1,9	5,9
Hommes de 25 à 49 ans	14 860	15 290	15 480	1,2	4,2
Hommes de 50 ans et plus	3 960	4 690	4 810	2,6	21,5
Femmes de moins de 25 ans	3 510	3 590	3 570	-0,6	1,7
Femmes de 25 à 49 ans	21 970	22 360	22 530	0,8	2,5
Femmes de 50 ans et plus	4 810	5 550	5 690	2,5	18,3
Ensemble de la catégorie A	52 180	54 670	55 330	1,2	6,0

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

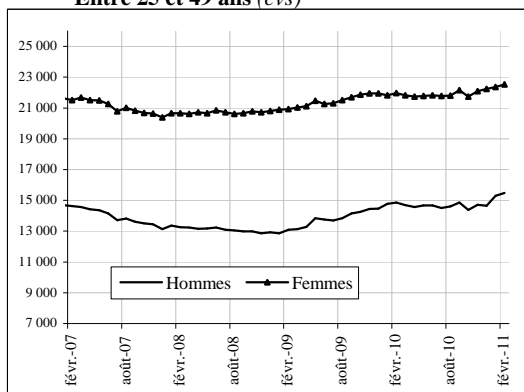
Par sexe (cvs)



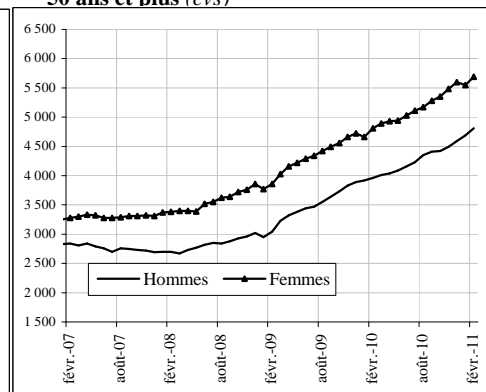
Moins de 25 ans (cvs)



Entre 25 et 49 ans (cvs)



50 ans et plus (cvs)



2.b - DEMANDEURS D'EMPLOI PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE

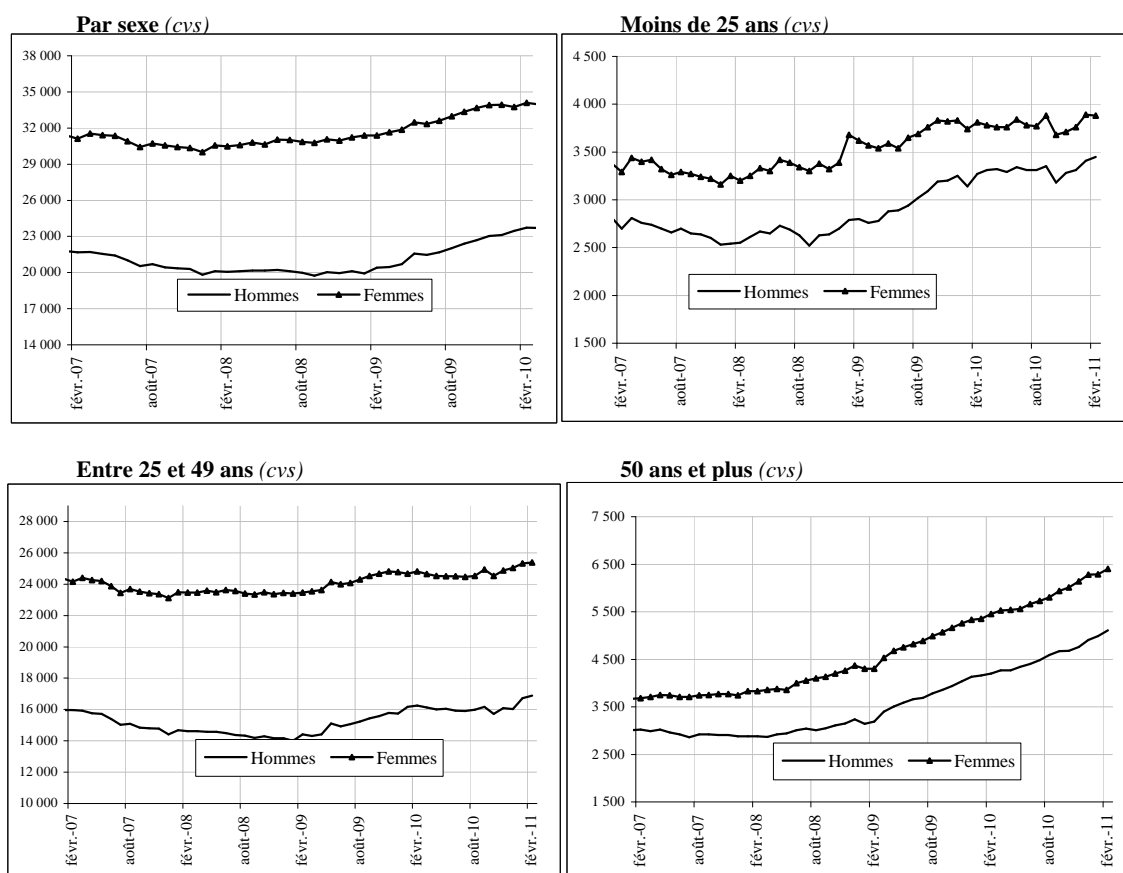
Catégories A, B, C

Parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C en Guadeloupe et Îles du Nord, le nombre d'hommes augmente de 1,2 % en février (+7,2 % sur un an) et le nombre de femmes augmente de 0,4 % (+4,6 % sur un an). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C de moins de 25 ans augmente de 0,4 % en février (+3,5 % sur un an). Le nombre de ceux de 25 à 49 ans augmente de 0,5 % (+2,9 % sur un an) et celui des 50 ans et plus augmente de 2,0 % (+19,3 % sur un an).

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (catégories A,B, C)

Données CVS			<i>Effectifs et %</i>		
	février 2010	janvier 2011	février 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe et Îles du Nord					
Hommes	23 730	25 130	25 440	1,2	7,2
Femmes	34 080	35 510	35 660	0,4	4,6
Moins de 25 ans	7 080	7 300	7 330	0,4	3,5
Entre 25 et 49 ans	41 080	42 060	42 260	0,5	2,9
50 ans et plus	9 650	11 280	11 510	2,0	19,3
Hommes de moins de 25 ans	3 270	3 410	3 450	1,2	5,5
Hommes de 25 à 49 ans	16 260	16 730	16 880	0,9	3,8
Hommes de 50 ans et plus	4 200	4 990	5 110	2,4	21,7
Femmes de moins de 25 ans	3 810	3 890	3 880	-0,3	1,8
Femmes de 25 à 49 ans	24 820	25 330	25 380	0,2	2,3
Femmes de 50 ans et plus	5 450	6 290	6 400	1,7	17,4
Ensemble des catégories A, B, C	57 810	60 640	61 100	0,8	5,7

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.



3 - ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION SUR LES LISTES DES DEMANDEURS D'EMPLOI

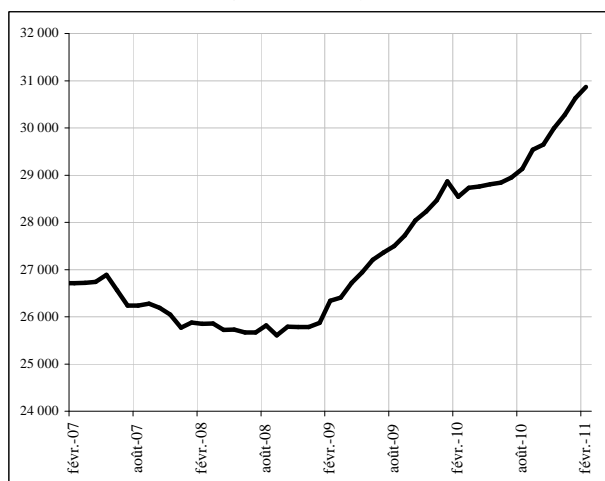
En Guadeloupe et Îles du Nord, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C depuis un an ou plus augmente de 0,8 % au mois de février 2011 (+8,2 % sur un an). Le nombre d'inscrits depuis moins d'un an est en hausse de 0,7 % sur un mois et de 3,3 % sur un an.

Ancienneté d'inscription sur les listes des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi (catégories A, B, C)

Données CVS	<i>Effectifs et %</i>				
	février 2010	janvier 2011	février 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Guadeloupe et Îles du Nord					
- Moins de 1 an	29 270	30 010	30 230	0,7	3,3
- Un an ou plus	28 540	30 630	30 870	0,8	8,2
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	49,4	50,5	50,5	+0,0 pt	+1,2 pt
<i>Pour mémoire en milliers:</i>					
France entière (CVS-CJO)					
- Un an ou plus	1440,3	1645,5	1650,0	0,3	14,6
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus (%)	34,9	38,2	38,4	+0,1 pt	+3,4 pt

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

Demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus
(données CVS)



4 - FLUX D'ENTRÉES ET DE SORTIES PAR MOTIF

En Guadeloupe et Îles du Nord, les entrées à Pôle Emploi en catégories A, B, C augmentent au cours des trois derniers mois de 7,4 % par rapport aux trois mois précédents. Tous les motifs d'inscription sont en augmentation. Les hausses les plus fortes concernent les motifs pour les reprises d'activités et les licenciements économiques (respectivement +16,7 % et +15,2 % par rapport aux trois mois précédents)

Parallèlement, les sorties de catégories A, B, C diminuent en Guadeloupe et Îles du Nord au cours des trois derniers mois de 1,1 % par rapport aux trois mois précédents. Les sorties pour radiations administratives (-34,4 %), entrées en stage (-3,0 %), les reprises d'emplois déclarées (-0,7 %) et cessation s d'inscription pour défaut d'actualisation (-0,5 %) diminuent, tandis que les sorties pour autres cas augmentent (+1,6 %) et les sorties pour arrêts de recherche restent stables (0,0 %).

Entrées à Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

Données CVS	Effectifs et %					
	février 2010	janvier 2011	février 2011	Répartition des motifs en %	Variation trimestrielle sur trois mois glissants (1)	Variation annuelle sur trois mois glissants (2)
Guadeloupe et Îles du Nord						
Fins de contrat à durée déterminée	900	970	930	15,8	6,1	3,7
Fins de mission d'interim	70	70	80	1,4	4,8	4,8
Licenciements économiques (3)	140	190	160	2,7	15,2	17,8
Autres licenciements	240	240	280	4,7	8,7	-1,3
Démissions	150	140	150	2,5	5,1	0,0
Premières entrées	890	690	760	12,9	13,3	-15,8
Reprises d'activité	250	320	350	5,9	16,7	35,8
Autres cas	2 850	2 640	3 190	54,1	5,3	9,1
Ensemble	5 490	5 260	5 900	100,0	7,4	4,8
<i>Pour mémoire en milliers :</i>						
France entière (CVS-CJO)	510,9	517,6	499,2	-	-0,6	-2,7

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

Sorties de Pôle emploi par motif (catégories A, B, C)

Données CVS	Effectifs et %					
	février 2010	janvier 2011	février 2011	Répartition des motifs en %	Variation trimestrielle sur trois mois glissants(1)	Variation annuelle sur trois mois glissants (2)
Guadeloupe et Îles du Nord						
Reprises d'emploi déclarées	500	380	420	7,6	-0,7	-4,2
Entrées en stage	270	180	210	3,8	-3,0	-7,1
Arrêts de recherche (maternité, maladie, retraite) :	120	130	140	2,5	0,0	11,8
- dont dispenses de recherche d'emploi (DRE)	10	10	10	0,2	-33,3	-33,3
- dont maladies	60	50	60	1,1	0,0	0,0
Cessations d'inscription pour défaut d'actualisation	3 300	3 010	3 970	72,2	-0,5	-4,4
Radiations administratives	50	60	70	1,3	-34,4	-19,2
Autres cas	680	650	690	12,5	1,6	2,2
Ensemble	4 920	4 410	5 500	100,0	-1,1	-3,6
<i>Pour mémoire en milliers :</i>						
France entière (CVS-CJO)	495,5	512,2	498,5	-	1,0	-0,7

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

(1) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

(3) : Y compris fins de conventions de conversion, de PAP anticipés, de CRP et de CTP.

6 - OFFRES D'EMPLOI COLLECTÉES PAR PÔLE EMPLOI

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi augmentent en Guadeloupe et Îles du Nord, au cours des trois derniers mois de 7,4 % par rapport aux trois mois précédents. Cette hausse concerne les offres d'emplois non durables (moins de 6 mois, + 22,6 %). En revanche, les offres d'emplois durables diminuent (6 mois ou plus, - 0,8 %).

Offres d'emploi collectées par Pôle emploi

	<i>Effectifs et %</i>				
<i>Données cvs</i>	février 2010	janvier 2011	février 2011	Variation trimestrielle sur trois mois glissants (1)	Variation annuelle sur trois mois glissants (2)
Guadeloupe et Îles du Nord					
- Emplois durables (6 mois ou plus)	770	630	1 110	-0,8	2,4
- Emplois non durables (moins de 6 mois)	550	380	530	22,6	22,6
Ensemble	1 320	1 010	1 640	7,4	9,7
Pour mémoire en milliers :					
France entière (CVS-CJO)	234,8	241,4	248,9	2,8	1,1

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

(1) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents

(2) : Evolution sur les trois derniers mois par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente

ANNEXE

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi par catégorie

Unité : nombre et %

	février 2010	janvier 2011	février 2011	Variation sur un mois	Variation sur un an
Données CVS					
Guadeloupe et Îles du Nord					
Catégories A, B, C	57 810	60 640	61 100	0,8	5,7
- dont catégorie A	52 180	54 670	55 330	1,2	6,0
Données brutes					
Guadeloupe et Îles du Nord					
Catégories A, B, C	57 555	60 623	60 833	0,3	5,7
- Catégorie 1	47 513	49 481	49 776	0,6	4,8
- Catégorie 2	4 885	5 437	5 478	0,8	12,1
- Catégorie 3	1 934	2 276	2 237	-1,7	15,7
- Catégorie 6	2 827	3 025	2 933	-3,0	3,7
- Catégorie 7	259	245	240	-2,0	-7,3
- Catégorie 8	137	159	169	6,3	23,4
- Dont catégorie A	51 919	54 614	55 063	0,8	6,1
- Catégorie 1 n'ayant exercé aucune activité réduite	45 548	47 380	47 793	0,9	4,9
- Catégorie 2 n'ayant exercé aucune activité réduite	4 535	5 075	5 134	1,2	13,2
- Catégorie 3 n'ayant exercé aucune activité réduite	1 836	2 159	2 136	-1,1	16,3
- Dont catégorie B	2 413	2 580	2 428	-5,9	0,6
- Catégorie 1 ayant exercé une activité réduite	1 965	2 101	1 983	-5,6	0,9
- Catégorie 2 ayant exercé une activité réduite	350	362	344	-5,0	-1,7
- Catégorie 3 ayant exercé une activité réduite	98	117	101	-13,7	3,1
- Dont catégorie C	3 223	3 429	3 342	-2,5	3,7
- Catégorie 6	2 827	3 025	2 933	-3,0	3,7
- Catégorie 7	259	245	240	-2,0	-7,3
- Catégorie 8	137	159	169	6,3	23,4
Catégories D, E	3 974	4 655	4 534	-2,6	14,1
- Catégorie D (catégorie 4)	1 859	1 860	1 815	-2,4	-2,4
- Catégorie E (catégorie 5)	2 115	2 795	2 719	-2,7	28,6
Catégories A, B, C, D, E	61 529	65 278	65 367	0,1	6,2

Source : STMT - Pôle emploi, Dares. Calculs des cvs : DIECCTE Guadeloupe / ESE.

Pour mémoire :

Les demandes d'emploi de catégories 1 à 3 recensent les personnes n'ayant pas exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois et qui souhaitent un contrat à durée indéterminée à temps plein (catégorie 1), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 2) ou à durée déterminée temporaire ou saisonnier (catégorie 3). De façon analogue, les demandes d'emploi de catégories 6 à 8 recensent les personnes ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois selon le type de contrat envisagé : à durée indéterminée à plein temps (catégorie 6), à durée indéterminée à temps partiel (catégorie 7) ou à durée déterminée temporaire ou saisonnier (catégorie 8).

Les demandes d'emploi de catégories 4 et 5 recensent les personnes non immédiatement disponibles et qui ne sont pas tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi : elles sont soit en stage, formation, maladie, etc. (catégorie 4), soit en emploi à la recherche d'un autre emploi (catégorie 5).

Encadré 1 - Sources et définitions

Demands d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi

Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8). Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Jusqu'au mois de février 2009, les publications étaient fondées sur ces catégories. Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories utilisées à des fins de publication statistique à partir de mars 2009 et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8

La situation réelle au regard de l'emploi des demandeurs d'emploi peut, dans certains cas, ne pas correspondre à la catégorie dans laquelle ils sont enregistrés : si cette correspondance est contrôlée pour les demandeurs d'emploi indemnisés, il n'en est pas de même des demandeurs d'emploi non indemnisés.

Les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi sont enregistrées pour l'ensemble A, B, C et non au niveau de chacune des catégories A, B ou C.

Ancienneté sur les listes de Pôle emploi

L'ancienneté d'inscription à la fin du mois m sur les listes d'un demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi mesure le nombre de jours qu'il a passé sur les listes (en catégories A, B, C). Cette notion se rapporte aux effectifs de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, et C.

Du fait du mode d'enregistrement des entrées et des sorties, il n'est pas possible de calculer l'ancienneté en catégorie A (respectivement B ou C) ou la durée passée sans discontinuité dans la catégorie A (respectivement B ou C).

De manière conventionnelle, un demandeur d'emploi qui est resté inscrit plus de 12 mois sur les listes de Pôle emploi (i.e. son ancienneté sur les listes est supérieure à 1 an) peut être qualifié de demandeur d'emploi de longue durée. S'il est inscrit depuis plus de 24 mois, il est considéré comme étant demandeur d'emploi de très longue durée.

Motifs d'entrée et de sortie des listes de Pôle emploi pour les catégories A, B, C

Les flux d'entrée et de sortie des listes sont présentés suivant différents motifs.

Parmi les motifs d'entrée :

- les premières entrées correspondent aux cas où la demande d'emploi est enregistrée alors que la personne se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive ;
- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation, y compris les entrées pour rupture conventionnelle de CDI.

Parmi les motifs de sortie :

- les arrêts de recherche sont liés à une maladie, un congé de maternité, un accident du travail, un départ en retraite ou une dispense de recherche d'emploi ;
- les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation correspondent aux cas où le demandeur d'emploi n'a pas actualisé sa déclaration de situation mensuelle ;

Encadré 1 - Sources et définitions (suite)

- les radiations administratives peuvent intervenir lorsque le demandeur d'emploi ne répond pas à une convocation, lorsqu'il fait une fausse déclaration ou lorsqu'il refuse une offre d'emploi (le motif d'offre raisonnable d'emploi a été ajouté en octobre 2008), une formation, une visite médicale, un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, un contrat aidé, une action d'insertion. La suspension qui en découle peut aller de 15 jours à 12 mois suivant la cause ;
- les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation.

Les motifs de sortie des listes de Pôle emploi sont mal connus dans les fichiers administratifs. En particulier, dans les statistiques publiées ici, les reprises d'emploi déclarées sous-estiment le nombre de reprises réelles d'emploi. En effet, chaque mois, de nombreux demandeurs d'emploi sortent des listes parce qu'ils n'ont pas actualisé leur situation mensuelle en fin de mois (ils sont alors enregistrés dans le motif « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ») ou à la suite d'une radiation administrative, par exemple pour non réponse à convocation. Or, une partie de ces demandeurs d'emploi a en fait retrouvé un emploi. L'enquête trimestrielle Sortants de Pôle emploi et de la Dares fournit une estimation de la part des sorties réelles pour reprise d'emploi.

Les offres d'emploi collectées et satisfaites à Pôle emploi

Pôle emploi collecte des offres d'emploi auprès des entreprises. Une partie d'entre elles sont satisfaites. Les statistiques comptabilisent comme satisfaite une offre pour laquelle l'employeur a trouvé une personne pour occuper le poste proposé, indépendamment de la façon dont il a réussi à le pourvoir (grâce à Pôle emploi ou par un autre moyen). Les offres collectées et satisfaites publiées ici sont classées suivant trois types :

- les offres d'emploi durable, pour des contrats de plus de six mois ;
- les offres d'emploi temporaire, pour des contrats compris entre un et six mois ;
- les offres d'emploi occasionnel, pour des contrats de moins d'un mois.

Les rapprochements entre les offres et les demandes d'emploi doivent être faits avec précaution dans la mesure où une partie des besoins de recrutement des entreprises ne donne pas lieu au dépôt d'une offre auprès de Pôle emploi et ce dans des proportions qui peuvent varier selon la qualification de l'emploi, le secteur d'activité ou la taille de l'entreprise.

Méthodologie de correction des variations saisonnières

La méthodologie adoptée pour corriger les séries publiées ici se décompose en deux étapes détaillées ci-après. Les estimations des coefficients de variations saisonnières sont réalisées sur la période allant de janvier 1996 à décembre 2009. Les coefficients saisonniers sont projetés sur l'ensemble de l'année 2010, de sorte que la campagne de traitement statistique des séries n'a lieu qu'une seule fois par an, au mois de février, quand toutes les données de l'année antérieure sont disponibles.

1^{ère} étape : correction des variations saisonnières

Les séries publiées ici sont marquées par des phénomènes récurrents, de type saisonniers, qui ne reflètent pas des mouvements de nature économique. Il est nécessaire d'en faire abstraction pour analyser les fluctuations purement conjoncturelles de ces séries : il faut raisonner sur des données corrigées des variations saisonnières (cvs).

Celles-ci permettent d'éliminer la composante saisonnière de chaque série pour ne garder que les composantes liées à la tendance (i.e. à l'évolution de long terme de la série), au cycle (i.e. aux fluctuations de court terme) et à certaines irrégularités (fluctuations résiduelles non périodiques). Pour les séries France et France Métropolitaine, la cvs est appliquée aux données préalablement corrigées des jours ouvrables.

2^{ème} étape : mise en cohérence des différentes ventilations

Les séries désaisonnalisées sont mises en cohérence, de sorte que la somme de séries désaisonnalisées soit égale à la série désaisonnalisée de la somme des séries brutes.

Demandeurs d'emploi ayant un droit payable au Revenu de solidarité active (RSA)

Le Revenu de solidarité active (RSA) est entré en vigueur le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine et sera généralisé au plus tard le 1^{er} janvier 2011 en Outre-mer. Il a pour objet « d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires » (loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008). Il remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), l'Allocation de parent isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la reprise d'emploi.

Le RSA est une allocation destinée à porter les ressources du foyer au niveau d'un revenu garanti. Le revenu garanti est calculé pour chaque foyer en faisant la somme :

- d'un montant forfaitaire dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge et qui correspondait en juin 2009 au montant du RMI ou de l'API pour les parents isolés,
- de 62 % des revenus d'activité des membres du foyer, s'il y en a.

Un bénéficiaire du RSA est tenu « de rechercher un emploi, d'entreprendre les démarches nécessaires à la création de sa propre activité ou d'entreprendre les actions nécessaires à une meilleure insertion sociale ou professionnelle » s'il remplit les conditions suivantes (article L.262-28) :

- les ressources de son foyer sont inférieures à un certain montant forfaitaire, dont le niveau varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfants à charge (460,09 €/mois pour un célibataire sans enfant) ;
- il est sans emploi ou ne tire de l'exercice de son activité professionnelle que des revenus inférieurs à 500 € (décret n°2009-404 du 15 avril 2009).

Pour un bénéficiaire du RSA majoré (i.e. une personne isolée assumant la charge d'un ou de plusieurs enfants ou étant enceinte), il est tenu compte des sujétions particulières auxquelles celui-ci est contraint, notamment en matière de garde d'enfants.

Un bénéficiaire du RSA tenu aux obligations précisées ci-dessus est orienté par le Conseil général :

- de façon prioritaire, lorsqu'il est disponible pour occuper un emploi, soit vers Pôle emploi soit, si le département décide d'y recourir, vers un autre organisme participant au service public de l'emploi (mission locale, PLIE, organisme privé de placement...);
- vers les autorités ou organismes compétents en matière d'insertion sociale lorsque des difficultés (de logement ou de santé notamment) font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherche d'emploi.

Encadré 1 - Sources et définitions (fin)

À compter de juin 2010, sont repérés dans le système d'information statistique de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA i.e. les bénéficiaires (allocataires ou conjoints) d'une allocation au titre du RSA. Entre juin 2009 et mai 2010, seuls étaient repérés dans les fichiers de Pôle emploi les demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA i.e. les personnes ayant un droit payable au RSA, les personnes ayant un droit au RSA suspendu pendant 4 mois maximum (soit pour non respect des devoirs qui leur incombent, soit pour dépassement du seuil de ressources) ou celles dont la demande est en cours d'instruction. Parmi ces demandeurs d'emploi repérés comme ayant des droits ouverts au RSA, certains ne percevront pas le RSA. Les données relatives aux demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA ne seront plus publiées à partir de janvier 2011.

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA (resp. des droits ouverts) n'est pas comparable au nombre de demandeurs d'emploi qui avaient des droits ouverts au RMI ou à l'API avant juin 2009, car celui-ci recouvrait également des personnes dont le droit avait été suspendu (et pas les personnes dont le dossier était en cours d'instruction).

Quatre catégories d'indicateurs relatifs aux demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA sont publiées :

- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi et ayant un droit payable au RSA. Le droit au RSA de ces demandeurs d'emploi peut résulter du basculement automatique d'un droit au RMI ou à l'API existant en mai 2009, ou d'un nouveau droit après le 1^{er} juin 2009 ;
- les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois ayant un droit payable au RSA selon la catégorie de RSA. Il existe trois catégories de RSA : le RSA socle seul, le RSA socle et activité, le RSA activité seul. Le RSA socle seul bénéficie aux foyers qui n'ont pas de revenu d'activité, il est égal à un montant forfaitaire. Le RSA socle et activité bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur au montant forfaitaire. Le RSA activité seul bénéficie aux foyers qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire. Cette nouvelle composante élargit le champ des bénéficiaires ;
- les entrées à Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA. Certains de ces demandeurs d'emploi avaient un droit payable au RMI et à l'API en mai 2009 mais n'étaient pas inscrits à Pôle emploi à cette date. Les autres se sont ouverts un droit nouveau au RSA après le 1^{er} juin 2009 ;
- les sorties de Pôle emploi de demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA. Parmi eux, certains avaient déjà des droits ouverts au RMI et à l'API en mai 2009 alors que d'autres se sont ouverts un droit nouveau au RSA après le 1^{er} juin 2009.

Le dénombrement des demandeurs d'emploi ayant un droit payable au RSA résulte d'un rapprochement entre les fichiers de Pôle emploi d'une part et ceux de la Cnaf et de la CCMSA d'autre part.

La mise en œuvre de la loi portant création du RSA à compter du 1^{er} juin 2009 est susceptible d'accroître sensiblement le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et, parmi ceux-ci, la part de ceux qui bénéficient d'une prestation de solidarité (RMI ou API avant le 1^{er} juin 2009 ; RSA après le 1^{er} juin ainsi que RMI et API à titre transitoire pour certains bénéficiaires). En effet, l'obligation d'orientation vers le service public de l'emploi des bénéficiaires du RSA disponibles pour occuper un emploi devrait conduire une proportion plus importante qu'auparavant de bénéficiaires de prestations de solidarité à s'inscrire à Pôle emploi. Par ailleurs, l'ouverture du RSA à des personnes auparavant non éligibles au RMI ou à l'API (salariés à faibles revenus ne bénéficiant pas ou plus de mesures d'intéressement) pourrait conduire certains demandeurs d'emploi (notamment en activité réduite) à se voir ouvrir des droits nouveaux au RSA.

Encadré 2 - Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : un concept différent du chômage au sens du BIT

La notion de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est une notion différente de celle du chômage au sens du BIT : certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle Emploi.

Les données relatives aux demandeurs d'emploi sont issues des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. La répartition entre les diverses catégories A, B, ou C s'effectue sur la base de règles juridiques portant notamment sur l'obligation de faire des actes positifs de recherche d'emploi et d'être immédiatement disponible. L'exercice d'une activité réduite est autorisé.

Pour mémoire, un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (c'est-à-dire ayant 15 ans ou plus) qui : 1) n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence, 2) est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et 3) a cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Seule une enquête statistique peut vérifier si ces critères sont remplis. En France, il s'agit de l'enquête Emploi de l'Insee.

Alors que le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi peut être affecté par d'autres facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, mise en place du RSA (1^{er} juin 2009)...

L'Insee publie chaque trimestre les indicateurs de référence pour le chômage au sens du BIT à partir des résultats trimestriels de son enquête Emploi pour la France métropolitaine. Les dernières estimations de l'Insee sont disponibles sur son site Internet, à l'adresse suivante : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/indic_conj/donnees/doc_idconj_14.pdf.